



**HAL**  
open science

# Arabie Saoudite, Bahreïn, Emirats Arabes Unis, Oman, Yémen

Roman Stadnicki

► **To cite this version:**

Roman Stadnicki. Arabie Saoudite, Bahreïn, Emirats Arabes Unis, Oman, Yémen. Images  
Economiques du Monde 2010, Armand Colin, pp.301-313, 2009. halshs-00445184

**HAL Id: halshs-00445184**

**<https://shs.hal.science/halshs-00445184>**

Submitted on 2 May 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Arabie Saoudite

### Résilience de l'économie

Des pays du CCG, l'Arabie Saoudite est l'un de ceux qui affichent la meilleure résistance face à la crise économique mondiale, grâce, notamment, à l'accumulation depuis 2004 de considérables surplus placés auprès de la Banque centrale. L'excédent des comptes courants, dû à la flambée des cours de pétrole jusqu'à l'été 2008, a même atteint la somme record de 109 milliards d'euros. L'intégration « contrôlée » du secteur bancaire local sur les marchés financiers mondiaux – les placements saoudiens à l'étranger n'excèderaient pas 6 % – limite par ailleurs les risques financiers majeurs. Pour autant, la baisse de la production pétrolière, conséquemment à l'imposition de nouveaux quotas par l'OPEP (le prix du baril est passé de 145 à 35 dollars entre juillet et décembre 2008), l'effondrement de la valeur de l'indice boursier saoudien au second semestre 2008 et le ralentissement des activités hors hydrocarbures, font subir au royaume sa première récession économique depuis 10 ans. Par conséquent, une nouvelle politique budgétaire expansionniste permet désormais de préserver les investissements publics dans les infrastructures. Les crédits voués à la construction ont ainsi été revus à la baisse : le montage financier de certains projets a été révisé mais les grands chantiers lancés sur la base d'un partenariat public-privé, comme ceux des trois villes nouvelles par exemple (Cf. IEM 2008 & 2009), n'ont pas été stoppés. La situation n'est donc pas alarmante. L'*Aramco*, numéro un mondial du pétrole, semble avoir gardé une capacité de financement intacte – 144 projets ont été lancés pour un total de 50 milliards de dollars sur 10 ans –, ce qui prouve la solidité de l'économie pétrolière saoudienne face à l'instabilité des cours. Le parachèvement, à l'initiative du royaume, du marché commun entre les pays du CCG en septembre 2009, avant l'établissement de l'union monétaire souhaitée, est enfin le signe de la consolidation d'une véritable puissance régionale en péninsule arabique.

### Le problème de la jeunesse

Un fossé de plus en plus large semble se creuser entre le pouvoir et la jeunesse, toujours très exposée au chômage (plus de 30 % des moins de 25 ans), au renchérissement des produits alimentaires et du coût du logement, et ce malgré la réduction du taux d'inflation de 11 % en 2008 à 6,5 % en 2009. Or, si le roi Abdallah n'a pas manqué d'inscrire le développement de l'emploi comme une priorité, les réformes économiques marchent au ralenti : la « saoudisation » des emplois du secteur privé, alors que le pays emploie plus de 7 millions d'étrangers, est loin de remplir ses objectifs, la réorganisation du système judiciaire s'avère difficile et le développement des services se fait très lentement. L'éducation est ainsi particulièrement inadaptée, preuve de la complexité du dialogue entre la famille royale, les oulémas, et les partisans des réformes. Très conservateur, le système scolaire laisse échapper de nombreux jeunes alors en proie à toutes formes de déviance sociale, lesquelles sont sévèrement réprimées par le Comité de la promotion de la vertu et de la prévention du vice, instauré en 2008. C'est, en outre, dans les interstices du système éducatif que semble aujourd'hui se déployer la mobilisation islamique. Le royaume poursuit néanmoins sa traque des réseaux terroristes ; la menace semble aujourd'hui neutralisée, après que les attentats de 2003 aient fait « perdre la face » aux Saoudiens. Des imams radicaux ont été révoqués alors que la police religieuse, la *mutawa*, est de plus en plus critiquée dans le royaume.

## Bahreïn

Le minuscule État de Bahreïn (700 km<sup>2</sup>), dont le Premier ministre souhaite faire la première plate-forme de finance islamique dans le monde, a souffert de la crise, à l'instar des Émirats Arabes Unis. Le ralentissement de la croissance, qui ne devrait pas dépasser 3 % en 2009, en est une conséquence directe. Plusieurs grandes banques ont subi de lourdes pertes, à l'image de la *Gulf International Bank*, qui avait déjà été fragilisée par la crise des *subprimes* à la fin de l'année 2007. Les soubresauts du cours du baril n'épargnent pas non plus Manama, étant donné la dépendance de l'économie aux hydrocarbures (80 % des recettes budgétaires), en raison des activités de raffinage du pétrole saoudien. Or, l'approvisionnement énergétique garantira la diversification à long terme de l'économie bahreïnienne qui, outre les services financiers, passe par l'industrie lourde fortement consommatrice d'électricité : pétrochimie, aluminium, sidérurgie, etc. La signature, à la fin 2008, d'un contrat d'approvisionnement en gaz naturel avec l'Iran, pour anticiper le plafonnement de la production locale, illustre la volonté du pays de relever le défi énergétique. Bahreïn consacre par ailleurs d'énormes investissements au développement des infrastructures, comme le révèlent la construction prochaine de plusieurs complexes hôteliers, le futur tracé de deux lignes de tramway et, surtout, le lancement, à la fin 2009, des travaux du pont-digue de 40 kilomètres reliant Bahreïn au Qatar, qui dureront 4 ans. Ce pont prévoit un trafic de plus de 10 000 véhicules par jour et une ligne ferroviaire pour transport de passagers et de marchandises. Cette future liaison terrestre ne parviendra sans doute pas à réduire les effets de la concurrence exercée par les États voisins, l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis sur le terrain de l'énergie, Qatar et Dubaï sur le terrain financier. Restent les enjeux sociaux et politiques. D'une part, pour répondre au double problème du chômage et des ressources humaines dans le secteur privé – dont les emplois sont occupés à 80 % par des expatriés –, le gouvernement a mis en place, en 2008, une réforme qui prévoit la libéralisation complète du marché du travail, la suppression du système des sponsors et des quotas de « bahreïnisation ». D'autre part, malgré des signes évidents de progrès démocratiques depuis l'établissement de la monarchie constitutionnelle en 2002 – le parlement se divise en deux chambres au pouvoir théoriquement équivalent, l'une, désignée par le roi, d'obédience sunnite, l'autre, élue démocratiquement et commandée par les Chiites depuis 2006 –, les tensions confessionnelles sont régulièrement ravivées (conflits autour du nucléaire iranien, affaire « Al-Bandar » en 2007, etc.). Les chiites, qui représentent pourtant 60 à 70 % de la population, reprochent aux dirigeants sunnites de les marginaliser sur les plans économique et politique.

## Émirats Arabes Unis

La fin du miracle économique ?

Après des années de croissance économique fulgurante, les Émirats Arabes Unis sont affectés par la crise de 2009. Outre le secteur immobilier (Cf. *infra*), elle a sévèrement atteint le tourisme et les transports, des services qui sont au cœur de la politique de diversification économique lancée au début des années 2000. La fréquentation des hôtels a subi une baisse drastique au début de l'année 2009, alors que les volumes de fret se sont considérablement essoufflés à Dubaï, qui demeure malgré tout le troisième port de réexportation au monde. Des mesures conjoncturelles ont d'ores et déjà été prises par les autorités fédérales. Un budget de près de 20 milliards de dollars a notamment été affecté au Ministère des Finances et dédié au secteur bancaire. Dans cette période de troubles économiques, la notion de fédération reprend tout son sens puisque l'émirat d'Abu Dhabi devrait renflouer son voisin de Dubaï, sans obérer son propre développement, aujourd'hui axé sur la culture (Cf. IEM 2009) et toujours, sur le pétrole : l'émirat est assis sur 8 % des réserves de la planète. Mais cette situation renforce les liens de dépendance de Dubaï envers d'Abu Dhabi, le second – traditionnellement plus prudent dans ses investissements – commençant déjà à s'immiscer dans les affaires du premier, comme le montrent son arrivée

dans le capital du port de Djebel Ali et son « rêve » de rachat de la compagnie *Emirates Airlines*, fleuron de l'économie dubaïote, qui s'est doté, en 2008, du quart des commandes mondiales d'Airbus A380.

### Chantiers figés à Dubaï

*Burj Dubaï*, future plus haute tour du monde à peine achevée en 2009, défi de la société immobilière *Emaar*, pourrait bien être le dernier ouvrage d'exception érigé par l'émirat. Il se dit en effet que 60 % des projets en cours seront retardés ou tout simplement annulés, à l'image de *The Universe*, impressionnante réplique des îles artificielles *The World*. Si l'inauguration d'une ligne de métro longue de 60 kilomètres aura bien lieu en septembre 2009, le nouvel aéroport *Al-Maktoum*, situé à Djebel Ali, ne sera pas fonctionnel en 2011, contrairement à ce qui avait été annoncé. Le groupe *Nakheel*, l'autre grand promoteur de la région, a été contraint de licencier 15 % de ses ouvriers, des Asiatiques forcés de quitter aussitôt le pays, selon la loi en vigueur. Sans une relance rapide de l'économie, la construction d'ici à 2015 de la ville « 100 % écologique » de Masdar pour un investissement de 22 milliards de dollars paraît utopique, tout comme la construction du complexe touristique *Dubailand*, qui ambitionnait de concurrencer *Eurodisney* dans six ans. Les tentatives d'assainissement du marché immobilier de mars 2009 – les nouveaux promoteurs devront financer au minimum 20 % de la valeur du projet pour commencer les travaux – et l'ancrage de la devise émirienne au dollar, devraient néanmoins empêcher que la bulle immobilière de Dubaï n'implose totalement.

### Oman

Le sultan Qabous, qui emmène son pays sur la voie d'une prudente modernisation depuis près de 40 ans tout en offrant à la population une ouverture politique contrôlée, s'est montré particulièrement réactif face à la crise. Il a en effet engagé son gouvernement à prêter de larges sommes aux établissements bancaires confrontés à un manque de liquidités et à débloquer un fonds de 300 millions d'euros pour soutenir les cours de la bourse de Mascate. Parallèlement, Qabous a annoncé, lors du sommet du CCG qui s'est tenu à Mascate en décembre 2008, que le sultanat ne participerait pas à la future union monétaire (2011), ce qui l'enfoncé un peu plus dans son conservatisme. Au plan économique, les considérables excédents dégagés grâce à une politique budgétaire prudente, construite sur l'hypothèse d'un cours du baril à 45 dollars, permettent au sultanat de poursuivre ses investissements. Outre le développement et la modernisation des infrastructures – création d'un port et d'une zone franche à Shinas, extension des aéroports de Mascate et de Salalah, etc. –, le secteur touristique concentre tous les efforts. La réalisation de « cités résidentielles » de grande ampleur ouvertes aux étrangers est à l'étude. 10 *greens* (18 et 36 trous) sont par ailleurs en construction dans le pays, lequel est en passe de devenir une destination golfique de premier plan. Le développement de l'industrie touristique – les revenus ont avoisiné le milliard de dollars en 2008 –, mais aussi de l'extraction du gaz naturel, devraient donc réduire la vulnérabilité du pays, petit producteur de pétrole non membre de l'OPEP, aux fluctuations du prix du baril. Enfin, l'élévation du taux de chômage à 20 % – le plus élevé du CCG, pour un pays qui ne compte pourtant que 3 millions d'habitants –, le taux record d'inflation – 13,7 % en juin 2008 – et l'incertitude qui règne autour du mode de succession du sultan, ne devraient cependant pas ébranler la stabilité politique du pays.

### Yémen

#### Récurrentes violences et tendances séparatistes

Le Yémen doit faire face à de récurrentes violences. La « franchise » yéménite d'Al-Qaida, dont une grotte aménagée en « base arrière » a été découverte à la frontière saoudienne en avril 2009, a intensifié ses activités. Au cours des derniers mois, elle a revendiqué son

premier attentat-suicide, contre le quartier général de la police à Sayoun dans le Hadramaout, région d'origine de Ben Laden, un attentat meurtrier à la voiture piégée contre l'ambassade américaine – le Yémen s'est rangé aux côtés de Washington pour la lutte contre le terrorisme –, et une explosion ayant entraîné la mort de touristes sud-coréens. Le sud du pays est par ailleurs le théâtre de troubles périodiques qui menacent à nouveau – comme un écho à la guerre civile de 1994 – l'unité du pays. Condamnant la domination du régime de Sanaa sur les provinces méridionales, le pillage, par ce dernier, des richesses pétrolifères, et la corruption grandissante du gouvernement, des manifestations « séparatistes » ont éclaté en 2008 et 2009 à Aden, l'ex-capitale de la République populaire démocratique du Yémen. violemment réprimées, elles se sont soldées par des dizaines de morts, des arrestations d'opposants socialistes et la censure de plusieurs médias. Les capacités du Président Saleh, qui célébrera en 2009 les 30 ans de son règne, à mettre un terme à ces violences semblent faibles. Non seulement le conflit « Nord-Sud » s'est transporté au Parlement, où les députés socialistes ont bloqué un amendement de la loi électorale entraînant le report de 2 ans des élections législatives initialement programmées en avril 2009, mais surtout, la rébellion chiite zaydite continue de tenir tête à l'armée et gagne même du terrain, si l'on en juge par le rapprochement des hommes d'Al-Houthi de la capitale, à la faveur d'une alliance inédite avec des tribus de l'Est. L'annonce faite, en juillet 2008 par le Président lui-même, de la fin d'un conflit qui dure depuis 5 ans et qui a fait des milliers de morts dans le nord du pays, n'a visiblement rien changé. L'augmentation des actes de piraterie et du trafic humain dans le Golfe d'Aden constituent enfin de nouveaux vecteurs d'instabilité politique.

#### Avis de tempête(s)

Une tempête tropicale d'une extrême violence s'est abattue sur le sud-est du Yémen en octobre 2008. Les inondations auraient tué 180 personnes et forcé plus de 10 000 autres à abandonner leurs foyers. Des centaines d'habitations ont été détruites et plusieurs dizaines dans la seule ville de Shibam, la « Manhattan du désert », classée au Patrimoine mondial de l'humanité. Malgré les 100 millions de dollars alloués par le gouvernement aux zones sinistrées et les 80 millions d'euros offerts par l'Arabie Saoudite, la région du Hadramaout mettra beaucoup de temps à se relever. Dans le même temps, la situation économique et sociale du Yémen tout entier est pour le moins inquiétante. L'industrie pétrolière, qui représente encore 90 % des exportations, pourrait bien pousser ses derniers feux. Les analystes prévoient l'épuisement des réserves en 2017 et le début des importations dès 2011. L'exportation du gaz naturel liquéfié, résultat du plus grand projet industriel jamais réalisé au Yémen (Cf. IEM 2009), ne devrait rapporter que le cinquième des revenus pétroliers actuels. Parallèlement, la dette publique sera bientôt insoutenable – d'après le gouvernement, le déficit budgétaire atteindrait près de 10 % du PIB avec un baril à 30 dollars –, alors que l'inflation a frôlé les 20 % en 2008 et que le chômage s'élève toujours à 25 %. Pas sûr que le projet pharaonique de construction du « pont le plus cher et le plus long du monde » par le frère aîné d'Oussama Ben Laden entre Djibouti et le Yémen parvienne à dissiper les différents « avis de tempête » qui planent sur le Yémen en cette fin de décennie. L'image du Yémen à l'international s'est quant à elle détériorée, avec la médiatisation du cas de la petite Nojoud, divorcée à 10 ans, ayant néanmoins abouti à l'adoption d'une loi visant à reculer l'âge légal du mariage, et la reprise des enlèvements.